

L'économie frémit, le chômage se stabilise

Une reprise plus solide devrait permettre de faire baisser le chômage en 2016 au plus tard

Le Monde 28 août

Ce n'est probablement pas le chiffre dont rêvait le ministre du travail démissionnaire, François Rebsamen, pour son dernier commentaire officiel sur l'évolution du nombre de chômeurs, mais c'est une baisse. Et elle coïncide avec des signes de frémissement économique – le climat des affaires a retrouvé en août son plus haut niveau depuis l'été 2011 –, ce qui laisse espérer une inversion de la courbe du chômage dans les prochains mois.

En juillet, le nombre de sans-emploi a diminué de 0,1 % : cette quasi-stagnation bénéficie à 1 900 personnes sur trois millions et demi. Si l'on ajoute les chômeurs exerçant une activité réduite, le tableau est plus sombre : cette population de 5,4 millions de personnes en France métropolitaine (5,7 millions avec les DOM) a encore augmenté de 0,6 % le mois dernier, selon les statistiques du ministère du travail publiées mercredi 26 août.

Ne pas dramatiser

Si M. Rebsamen s'est félicité de la " *stabilisation* " du nombre de demandeurs d'emploi depuis deux mois et de la baisse du chômage des moins de 25 ans – 10 000 jeunes de moins au chômage depuis la fin mai –, les indicateurs n'ont pas tous viré au vert. Le chômage des femmes et des seniors augmente, comme le nombre de chômeurs de longue durée (un an et plus), qui frise les 2,4 millions.

Il faudra, en tout état de cause, attendre quelques mois pour savoir si la baisse ténue de juillet marque ou non le début de la fameuse inversion de la courbe du chômage, sans laquelle il n'y aura pas de nouvelle candidature Hollande à la présidentielle de 2017. Le suspens, toutefois, est de plus en plus limité. Un nombre croissant d'économistes pensent que le chômage va baisser. C'est aussi le cas du président du Medef, Pierre Gattaz, qui conditionne cette évolution à l'accélération des réformes par le gouvernement.

Si personne ne lit dans le marc de café, plusieurs signes témoignent d'une amélioration : l'emploi intérimaire, qui sert généralement d'indicateur avancé, a augmenté de 2,6 % en juillet. C'est de bon augure pour la suite, comme le sont aussi les 27 300 créations nettes d'emplois dans le secteur marchand au deuxième trimestre, en dépit de la stagnation de l'activité. Les enquêtes conjoncturelles du mois d'août, publiées le 27 août par l'Insee, incitent à l'optimisme : l'indicateur qui synthétise le climat des affaires est à son plus haut niveau depuis l'été 2011 et a retrouvé sa moyenne de long terme. Il s'est amélioré de 2,5 points dans les services et d'un point dans l'industrie, mais aussi dans le bâtiment.

Si les fragilités de l'économie mondiale inquiètent, il ne faut pas, de l'avis général, dramatiser. L'état de santé de la Chine suscite une certaine anxiété, mais ce pays ne représente que 6 % des exportations françaises, observe Ludovic Martin, du Crédit agricole, et son ralentissement, par le canal du commerce, aura un impact limité sur la croissance française. Autrement plus grave serait l'hypothèse d'une nouvelle crise financière globale, analyse Mathieu Plane, de l'Observatoire française des conjonctures économiques (OFCE). Mais le scénario noir d'un krach mondial n'est pas celui retenu par les économistes, qui prévoient une progression du produit intérieur brut (PIB) français d'environ 1 % à 1,2 % en 2015 et de 1,4 % à 2,1 % en 2016.

Une amélioration " historique "

L'alignement des planètes – euro faible, prix du pétrole et taux d'intérêt bas – est un facteur persistant de soutien de l'activité. L'OFCE estime à 20 milliards d'euros l'allègement de la facture pétrolière, qui soulage le pouvoir d'achat des ménages, mais qui a surtout permis aux marges des entreprises industrielles de retrouver leur niveau d'avant-crise. Elles ont augmenté de 0,1 % entre le quatrième

trimestre de 2013 et le deuxième de 2014, puis de 1,6 % entre le troisième trimestre de 2014 et début 2015. 1,2 point de cette hausse résulterait de l'effet pétrole, et le reste de l'impact du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du Pacte de responsabilité. " *C'est comme un CICE qu'on n'aurait pas à financer, ce qui est appréciable* ", note avec humour M. Plane. " *Cela crée un choc de demande positif qui permet aux politiques d'offre d'être plus efficaces* ", ajoute l'économiste, qui juge l'amélioration " *historique* ".

En l'absence d'un choc brutal sur l'économie mondiale, l'activité devrait donc accélérer et se traduire, avec quelques mois de décalage, dans les chiffres du chômage. Pour l'OFCE, les surcapacités et les sureffectifs (110 000 à 120 000) seront absorbés au quatrième trimestre et la baisse du chômage pourra s'amorcer. En 2016, le taux de chômage reculerait de 0,3 % point en moyenne selon cet institut, et de 0,4 point selon BNP Paribas, d'autant, analyse Héléne Baudchon, économiste dans cette banque, que " *les mesures d'enrichissement de la croissance en emplois – politique de l'offre avec le CICE et le Pacte de responsabilité, contrats aidés assortis de formation, etc. – pourraient avoir abaissé le seuil de 1,5 % à partir duquel la progression du PIB permet d'entamer le chômage* ". Le Crédit agricole prévoit une baisse " *légère* " en 2016.

Quoi qu'il en soit, le taux de chômage repasserait sous les 10 % en 2016. Mais il faudra sans doute des années pour le ramener à ses niveaux d'avant-crise (autour de 7 % en 2007).

Claire Guélaud